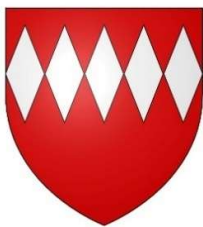


COMMUNE DE PREUX-AU-SART



**20250625 - Marché public de travaux
pour la réhabilitation de la mairie
et la reconstruction de la salle des fêtes
de Preux-au-Sart**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Date limite de remise des offres : 29/07/2025 à 17h00

**Visite obligatoire du site pour les lots 1, 2, 3, 4, 5, 7, 12, 13 et 14
à solliciter avant le 11/07/2025 à 17h00**

Table des matières

1	Identification du pouvoir adjudicateur	4
2	Objet et étendue de la consultation	4
2.1	Objet du marché	4
2.2	Mode de passation.....	4
2.3	Décomposition du marché.....	4
2.4	Nomenclature CPV	5
3	Intervenants	5
3.1	Assistance à maîtrise d’ouvrage.....	5
3.2	Maîtrise d’œuvre	5
3.3	Contrôle technique	6
3.4	Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
3.5	Ordonnancement Planification et Coordination	6
4	Organisation de la consultation	6
4.1	Délai de validité des offres.....	6
4.2	Délai d’exécution	6
4.3	Visite des lieux d’exécution.....	7
4.4	Variantes	7
	Variantes autorisées	7
	Variantes exigées.....	7
4.5	Liste des documents constituant le dossier de consultation	7
4.6	Modification de détail au dossier de consultation.....	9
5	Groupelements et forme juridique de l’attributaire.....	9
6	Retrait du dossier	9
7	Présentation des candidatures et des offres.....	10
7.1	Pièces de la candidature	10
1.	Liste des justificatifs administratifs	10
2.	Liste des justificatifs techniques	11
7.2	Pièces de l’offre.....	12
8	Jugement des offres et attribution du marché	12
8.1	Critères de jugement des offres.....	12
8.2	Négociation	13
8.3	Attribution du marché	13
9	Conditions d’envoi et de remise des plis.....	14
9.1	Conditions de la dématérialisation	14
9.2	Modalités d’envoi des propositions dématérialisées.....	15
9.3	Modalités de signature des offres.....	16

10	Renseignements complémentaires.....	17
10.1	Renseignements administratifs et techniques.....	17
10.2	Voies de recours.....	17
11	Annexe.....	18

1 Identification du pouvoir adjudicateur

Maître de l'ouvrage :

COMMUNE DE PREUX-AU-SART

Mairie

9 rue de l'Eglise

59144 Preux-au-Sart

Ordonnateur et personne habilitée à donner les renseignements aux nantissements et cessions de créances : Jean-Baptiste Guiot, Maire de Preux-au-Sart

2 Objet et étendue de la consultation

2.1 Objet du marché

Le présent Règlement de Consultation (RC) concerne les travaux de réhabilitation de la mairie et la reconstruction de la salle des fêtes de Preux-au-Sart.

Lieu d'exécution ou de livraison : rue de l'Eglise, 59144 PREUX-AU-SART

2.2 Mode de passation

La procédure de consultation utilisée est celle de la procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation librement définie par l'acheteur, en application des art. R. 2123-1 et R. 2123-4 du Code de la Commande Publique.

2.3 Décomposition du marché

Le marché est alloti. Il comprend les quinze lots suivants, attribués par marchés séparés :

- Lot 1 – Gros Œuvre – Démolition/Désamiantage
- Lot 2 – Structure - Bardage
- Lot 3 – Couverture
- Lot 4 – Menuiseries extérieures
- Lot 5 – Serrureries
- Lot 6 – Plâtrerie – Doublage/Faux-Plafonds
- Lot 7 – Menuiseries intérieures - Mobilier
- Lot 8 – Carrelages - Faïences
- Lot 9 – Sols souples - Parquets
- Lot 10 – Terre crue
- Lot 11 – Peinture - Nettoyage
- Lot 12 – CVC – Plomberie
- Lot 13 – Electricité

- Lot 14 – VRD – Espaces verts

Le candidat a la possibilité de présenter une offre pour un, plusieurs ou tous les lots.

2.4 Nomenclature CPV

La classification conforme au vocabulaire des marchés européens [CPV] est :

Code CPV principal : 45210000-2 – Travaux de construction de bâtiments

3 Intervenants

3.1 Assistance à maîtrise d'ouvrage

La commune est accompagnée par un assistant à maîtrise d'ouvrage :

DIENTRE

34 rue de la Cité
59800 Lille

3.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre de l'opération est assurée par :

ATELIER AMELIE FONTAINE – Architecte mandataire du groupement

30 rue de Taisnières
59244 Grand Fayt

ETUDES BOIS DU BARROIS – BET structure

18 Vieille côte de Behonne
BP 50083
55000 Bar-le-Duc

THERMAIR – BET Génie thermique Fluides Electricité SSI

13 rue Bel Air
88600 Bruyères

ART ACOUSTIQUE – BET acoustique

30 allée de l'Innovation
95320 Saint-Leu-La-Forêt

CABINET GHESQUIERE DIERICKX – BET VRD Economie de la construction OPC

66/2 rue Raymond Derain
59700 Marcq-en-Barœul

3.3 Contrôle technique

La mission de contrôleur technique est confiée à :

BUREAU ALPES CONTRÔLES

Agence de Valenciennes
360 avenue Marc Lefrancq
59300 Valenciennes

3.4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La mission de coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé est confiée à :

LAURENCE LEFEVRE

143 rue Léon Pierard
59111 Bouchain

Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, est joint au présent dossier de consultation : Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

Les entreprises retenues et leur sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

3.5 Ordonnancement Planification et Coordination

La mission d'Ordonnancement Planification et Coordination est confiée à un membre du groupement de maîtrise d'œuvre :

CABINET GHESQUIERE DIERICKX

66/2 rue Raymond Derain
59700 Marcq-en-Barœul

4 Organisation de la consultation

4.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

4.2 Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché sera fixé dans le cadre de l'acte d'engagement.

4.3 Visite des lieux d'exécution

La visite du site est obligatoire pour les lots :

- **Lot 1** – Gros Œuvre – Démolition/Désamiantage
- **Lot 2** – Structure - Bardage
- **Lot 3** – Couverture
- **Lot 4** – Menuiseries extérieures
- **Lot 5** – Serrureries
- **Lot 7** – Menuiseries intérieures - Mobilier
- **Lot 12** – CVC – Plomberie
- **Lot 13** – Electricité
- **Lot 14** – VRD – Espaces verts

Pour ces lots, une attestation de visite sera remise en fin de visite et elle devra être intégrée au dossier de candidature à remettre.

La visite du site est recommandée mais facultative pour les autres lots.

Pour tous les lots, que la visite soit obligatoire ou facultative, les candidats qui souhaitent visiter doivent **solliciter un rendez-vous** en envoyant, **au plus tard le vendredi 11 juillet 2025 à 17h00**, un mail à la maîtrise d'ouvrage : mairie.preuxausart@wanadoo.fr afin de pouvoir obtenir un créneau de visite en retour.

Dans tous les cas, les entreprises sont réputées avoir pris connaissance des lieux.

4.4 Variantes

Les soumissionnaires doivent présenter une offre entièrement conforme à la solution de base. Pour le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, une offre incomplète sera éliminée.

Variantes autorisées

Les variantes libres sont autorisées. Toutefois, la réponse à la base est obligatoire, la ou les variantes seront identifiées séparément dans la DPGF et clairement expliquées dans le mémoire technique.

Variantes exigées

Le projet comprend des variantes imposées (prestations supplémentaires éventuelles) que le maître d'ouvrage se réserve le droit de commander ou non lors de la signature du contrat.

4.5 Liste des documents constituant le dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les pièces suivantes :

- **Les pièces administratives :**
 - Règlement de consultation (RC)

- Acte d'engagement (AE_ATTRI1)
 - Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
 - Attestation de visite
- **Les pièces écrites :**
 - CCTP (un CCTP commun et un CCTP par lot, soit 15 CCTP)
 - DPGF (un DPGF par lot, soit 14 DPGF)
 - Charte de chantier à faible nuisance
 - Etudes thermiques
 - Notice acoustique
 - Notes de calcul et de dimensionnement
 - Notice sécurité
 - Notice accessibilité
 - Notice architecturale
 - Dossier fiches produits
- **Les pièces graphiques**
 - Plan de situation de masse et de nivellement
 - Plans de démolition et de curage
 - Plan des réseaux
 - Plan de plantation
 - Plans de niveaux : RdC ; R+1
 - Plans des plafonds et des sols
 - Coupes
 - Elévations : Ouest, Est, Nord, Sud
 - Nomenclature menuiseries extérieures
 - Carnet de détails
 - Plans de structure et détails composition parois
 - Plans et coupes structure béton
 - Plans de chauffage, climatisation et plomberie
 - Plans de phasage et d'installation de chantier
- **Le planning**
- **Autres éléments relatifs au diagnostic du site/des locaux et au projet**
 - Dossier du Permis de construire
 - Etude géotechnique
 - RICT
 - PGC SPS
 - Plans de géomètre
 - DICT
 - Diagnostic acoustique
 - Diagnostic amiante et plomb
 - Diagnostic architectural
 - Diagnostic structure

- Evaluation structure
- Evaluation thermique
- PLUi

4.6 Modification de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter, **au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres**, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

5 Groupements et forme juridique de l'attribitaire

La prestation est divisée en lots, chaque lot faisant l'objet d'un marché séparé confié à une entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Aucune forme de groupement n'est imposée à l'attribitaire.

Il est possible de présenter pour le présent marché, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

6 Retrait du dossier

L'acheteur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises (DCE) est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

Les candidats devront télécharger les documents dématérialisés du dossier, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel à la concurrence le cas échéant, via le profil acheteur : <https://marchespublics596280.fr>

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas

de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, en cas de suppression de l'adresse ou en cas de téléchargement du DCE ailleurs que sur le profil acheteur.

En cas de difficulté quant au téléchargement du dossier, le candidat est invité à se rapprocher du support technique.

7 Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro. Si les offres sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces décrites ci-dessous.

7.1 Pièces de la candidature

Pour la présentation des éléments de leur candidature, les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ils pourront également utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

1. Liste des justificatifs administratifs

Justificatifs administratifs **communs à tous les lots** :

- **Déclaration sur l'honneur**

Le candidat justifie qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L.2141-11 du CCP et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

- **Situation de redressement judiciaire**

Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

- **Pouvoir**

Pouvoir de signature de la personne habilitée à engager la société (document attestant la qualité de gérant de l'entreprise ou délégation de pouvoir de l'un des dirigeants).

- **Déclaration du chiffre d'affaires**

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles.

- **Attestation d'assurance**

Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.

- **Attestation de visite pour les lots 1, 2, 3, 4, 5, 7, 12, 13 et 14**

Elle sera délivrée à la suite de la participation du candidat à la visite du site.

2. Liste des justificatifs techniques

Justificatifs administratifs **communs à tous les lots** :

- **Références de travaux similaires**

Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.

- **Déclaration d'effectifs**

Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.

- **Titre d'études et professionnels**

Indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public.

- **Certificats de qualification professionnelle**

La preuve de la capacité du candidat à réaliser la prestation peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats de qualification professionnelle délivrés par les CPNE des branches Bâtiment et Travaux Publics et dont la liste est intégrée en annexe à la suite du présent RC.

Pour le lot 02, l'attestation de formation "Propaille" (ou équivalent) est obligatoire pour l'ingénieur du bureau d'études ainsi que pour le chef d'atelier / de chantier. L'absence de cette qualification entraînera le rejet de la candidature.

- **Description des moyens techniques**

Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces visées ci-dessus relatives à cet intervenant. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du présent marché.

7.2 Pièces de l'offre

Les pièces à remettre dans l'offre sont les suivantes :

- **Acte d'engagement**
Document dûment rempli, daté et signé
- **Mémoire technique**
Voir détail du mémoire technique dans l'article 8.1 « Critères de jugement des offres – Valeur technique » ci-dessous
- **Décomposition du prix global et forfaitaire**
Document dûment rempli, pour chacune des 2 phases le cas échéant : réhabilitation de la mairie d'une part, reconstruction de la salle des fêtes d'autre part (ces phases correspondent à un découpage du projet en terme de financement, le marché est bien passé pour la réalisation de l'ensemble de ces 2 phases).

8 Jugement des offres et attribution du marché

8.1 Critères de jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères communs suivants pondérés en points :

- **1. Prix : 50,00 points**
Le critère prix sera apprécié au regard du montant total en HT, indiqué dans le DPGF auquel sera appliqué la formule suivante :

$$\text{(offre la moins disante / offre jugée) x pondération}$$

- **2. Valeur technique : 50,00 points**
Le candidat présentera un mémoire technique contenant les éléments suivants :
 - Description du mode opératoire pour la réalisation des ouvrages proposés par l'entreprise et adapté pour l'opération ;
 - Moyens du bureau d'étude en charge de fournir les plans d'exécution en phase chantier ;
 - Moyens humains affectés à l'opération pour respecter le planning ;

- Moyens en matériel affectés au chantier ;
- Matériaux proposés avec leurs fiches techniques (en annexe du mémoire technique) ;
- Délais de fabrication et d'approvisionnements pour assurer le respect du planning.

8.2 Négociation

Une phase de négociation pourra être mise en œuvre par écrit et/ou par audition des candidats pour chacun des lots de manière indépendante. Les opérateurs économiques sont ainsi informés que la commune de Preux-au-Sart se réserve le droit, après l'ouverture des plis, d'engager une négociation.

La négociation pourra porter sur tous les aspects de l'offre : caractéristiques techniques, montant de l'offre financière, délais, ...

La négociation se déroulera sous forme d'échange de courriers électroniques, mails, et/ou rendez-vous, dans des conditions respectant l'égalité de traitement des candidats. Tous les candidats ayant remis des offres régulières seront admis à la procédure de négociation. Toutefois si les opérateurs économiques souhaitent maintenir leur offre initiale, ils en aviseront obligatoirement le pouvoir adjudicateur. Dans tous les cas l'opérateur économique devra faire parvenir sa réponse avant la date et l'heure limite qui figurera dans la lettre de négociation.

A l'issue de l'analyse des offres après négociation, un classement sera établi sur la base des critères de jugement des offres initiaux.

Le maître d'ouvrage se réserve également la possibilité d'attribuer sans négocier.

8.3 Attribution du marché

Conformément au décret n°2019-33 du 18 janvier 2019, le candidat n'est plus tenu de produire les pièces détaillées aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, notamment :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254.2 à D. 8254-5 du code du travail.

L'acheteur prend directement en charge la recherche desdits documents et attestations en accédant à la base documentaire sur api.gouv.fr : <https://api.gouv.fr/api/api-entreprise.html>

Les attestations d'assurances sont à produire dans les conditions indiquées au CCAP.

Le candidat établi dans un État autre que la France doit produire un certificat de détachement établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Conformément à l'article R. 2143-16 du code de la commande publique, les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

9 Conditions d'envoi et de remise des plis

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats. Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre.

En application de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, les candidatures et offres devront être obligatoirement remises par voie électronique, via le profil acheteur.

9.1 Conditions de la dématérialisation

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes sous forme dématérialisée, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sous la forme « dématérialisée » sera examinée.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, l'acheteur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel l'acheteur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, l'acheteur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

- Standard .zip
- Adobe Acrobat .pdf
- Rich Text Format .rtf
- .doc ou .xls ou .ppt
- odt, ods, odp, odg
- images .bmp, .jpg, .gif, .png

Le soumissionnaire est invité à :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe »
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros »
- Traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus

9.2 Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des pré-requis de la plateforme de dématérialisation et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les candidats peuvent répondre de manière séparée pour chaque lot ou transmettre une réponse pour plusieurs lots, par un envoi unique. L'identification du ou des lots concerné(s) doit dans ce cas être sans ambiguïté. L'acheteur doit en effet pouvoir séparer sans difficulté l'offre propre à chaque lot au moment de l'ouverture des plis. Si plusieurs offres sont faites par un soumissionnaire pour un même lot, la dernière offre sera retenue.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi et accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de programme informatique malveillant ou "virus" : Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par l'acheteur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé. L'acheteur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Copie de sauvegarde :

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde (annexe 6 du code de la commande publique), lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique (CD, clé USB ...) envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- Un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;

- Une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si l'acheteur impose la remise des candidatures et des offres signées, la copie de sauvegarde devra également être signée par le candidat. Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par l'acheteur s'il n'est pas ouvert. Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

<p>Commune de Preux-au-Sart Mairie 9 rue de l'Eglise 59144 PREUX-AU-SART</p> <p>Pli pour la consultation concernant le marché public de travaux de réhabilitation de la mairie et de reconstruction de la salle des fêtes de Preux-au-Sart</p> <p>Candidat :</p> <p>NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE</p>
--

9.3 Modalités de signature des offres

Les offres n'ont pas à être signées électroniquement.

Le marché transmis par voie électronique sera signé par le seul candidat attributaire. Il en sera de même des déclarations de sous-traitance, le cas échéant.

L'offre électronique retenue sera rematérialisée afin de procéder à la signature manuscrite du contrat par les parties.

10 Renseignements complémentaires

10.1 Renseignements administratifs et techniques

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres, une demande depuis le profil acheteur.

10.2 Voies de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039
59014 Lille Cedex

Les candidats disposent des voies de recours suivantes :

- Le Référé précontractuel (articles L. 551-1 à L. 551-12 du Code de justice administrative) avant la signature du contrat.
- Le Référé contractuel (articles L. 551-13 à L. 551-23 du Code de justice administrative) après la signature du contrat, dans les conditions prévues à l'article R. 551-7 du CJA.
- Le Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la date à laquelle l'acheteur a effectué les mesures de publicité du contrat.
- Le Recours pour excès de pouvoir, contre des clauses réglementaires du contrat ou contre une décision de l'acheteur, dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

11 Annexe

*Commissions Paritaires Nationales de l'Emploi
conjointes du Bâtiment et des Travaux Publics*

LISTE DES CERTIFICATS DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

Mise à jour le 17 décembre 2024

N° CPNE	TITRE	Secteur	Classement CCN	Echéance CPNE
002-1997 11 25	MONTEUR D'ÉCHAFAUDAGE	BTP	N.II CCN OUVRIERS DU BÂTIMENT N. II - P.1 CCN OUVRIERS DES TP	DECEMBRE 2026
009-2000 09 30	PRÉPARATEUR EN DECONSTRUCTION (ex préparateur en démolition)	BTP	N. II CCN OUVRIER DU BÂTIMENT et N. II P.1 CCN OUVRIER DES TP	DECEMBRE 2026
019-2001 04 04	AGENT D'INSPECTION SCAPHANDRIER – INSPECTER UN OUVRAGE EN MILIEU SUBAQUATIQUE	TRAVAUX PUBLICS	N. II- P.2 CCN OUVRIERS	AVRIL 2029
020-2001 04 04	SCAPHANDRIER INSPECTEUR	TRAVAUX PUBLICS	N. IV CCN OUVRIERS	AVRIL 2029
023-2001 10 15	CONSTRUCTEUR EN VOIRIE URBAINE ET RESEAUX	TRAVAUX PUBLICS	N. II- P.2 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2027
024-2001 10 15	TECHNICIEN D'ETUDES ET DE CHANTIERS	BÂTIMENT	N. E CCN ETAM	DECEMBRE 2026
026-2002 09 24	INSTALLATEUR-MAINTENEUR DE SYSTEME DE DESENFUMAGE	BÂTIMENT	N. II CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2027
027-2002 12 17	CONDUCTEUR DE TRAVAUX (ex assistant conducteur d'affaires)	BÂTIMENT	N E CCN ETAM	MARS 2026
029-2002 09 24	FOREUR (OPTION FORAGES DESTRUCTIFS)	TRAVAUX PUBLICS	N. II- P.2 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
038-2003 07 07	MONTEUR DE PLATEFORME SUSPENDUE	BTP	N. II CCN OUVRIERS DU BÂTIMENT N. II P.1 CCN OUVRIERS DES TP	DECEMBRE 2027
039-2003 07 07	ENDUISEUR FACADIER	BÂTIMENT	N. II CCN OUVRIERS	AVRIL 2029
041-2003 09 23	COMPAGNON CANALISATEUR EN ADDUCTION D'EAU POTABLE	TRAVAUX PUBLICS	N. III- P. 1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
042-2003 09 23	COMPAGNON CANALISATEUR EN ASSAINISSEMENT	TRAVAUX PUBLICS	N. III- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
044-2004 03 23	MONTEUR DE LIGNES AERIENNES HTB	TRAVAUX PUBLICS	N. II- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2027
046-2004 09 21	MONTEUR EN ISOLATION THERMIQUE INDUSTRIELLE (ex ouvrier monteur en isolation isolation thermique industrielle)	BÂTIMENT	N.II CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2027
049-2005 03 13	PEINTRE ANTICORROSION	BÂTIMENT	N.II CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2025
050-2005 09 29	COMPAGNON PROFESSIONNEL MAÇON DU PATRIMOINE	BÂTIMENT	N.III- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
051-2005 12 30	RESPONSABLE D'EQUIPE EN ISOLATION THERMIQUE INDUSTRIELLE	BÂTIMENT	N.IV- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
055-2005 12 20	BARDEUR	BÂTIMENT	N.II CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2027
057-2005 12 20	ÉTANCHEUR SUR BETON AVEC REVÊTEMENT BITUMEUX	BÂTIMENT	N.II- CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
062-2006 03 15	INSTALLATEUR-MAINTENEUR EN SYSTEMES SOLAIRES THERMIQUES ET PHOTOVOLTAIQUES	BÂTIMENT	N.IV- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
066-2007 04 03	MONTEUR DE LIGNES CATENAIRES	TRAVAUX PUBLICS	N.II- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
067-2007 11 29	CHEF D'EQUIPE ANTICORROSION	BATIMENT	N IV P1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
072-2008 12 05	POSEUR DE VOIES FERREES	TRAVAUX PUBLICS	N.II- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
074-2010 03 04	ASSISTANT TECHNICIEN DE CHANTIERS	BÂTIMENT	N.D CCN ETAM	DECEMBRE 2026
075-2010 03 04	OUVRIER PROFESSIONNEL EN PIERRE SÈCHE	BÂTIMENT	N.II- CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2025
076-2010 06 03	ASSISTANT DE GESTION D'ENTREPRISE DU BTP (ex Assistant administratif du BTP)	BTP	N.E CCN ETAM	DECEMBRE 2026
079-2011 04 28	BOUTEFEU	TRAVAUX PUBLICS	N.III- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
080-2011 04 28	MAÎTRE BOUTEFEU	TRAVAUX PUBLICS	N.E CCN ETAM	DECEMBRE 2026
081-2011 04 28	OUVRIER PROFESSIONNEL COUVREUR CHAUMIER	BÂTIMENT	N.II- CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026

**Marché public de travaux pour la réhabilitation de la mairie et la reconstruction de la salle des fêtes de Preux-au-Sart –
Règlement de consultation**

084-2011 11 22	POSEUR DE CANALISATIONS D'ADDUCTION D'EAU POTABLE	TRAVAUX PUBLICS	N.II- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
085-2011 11 22	POSEUR DE CANALISATIONS D'ASSAINISSEMENT	TRAVAUX PUBLICS	N.II- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
086-2012 03 03	MONTEUR EN SIGNALISATION FERROVIAIRE	TRAVAUX PUBLICS	N.II- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
087-2012 07 04	SCIEUR CAROTTEUR DE BETON	BATIMENT	N.II- CCN OUVRIERS	JUIN 2029
088-2012 11 06	INSTALLATEUR MAINTENEUR DE SYSTÈME DE POMPE A CHALEUR	BATIMENT	N.III- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2027
089-2012 11 06	INSTALLATEUR MAINTENEUR DE SYSTEMES DE VENTILATION ET GESTION DE LA QUALITE D'AIR INTERIEUR	BATIMENT	N.III- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2027
090-2012 11 06	MONTEUR RACCORDEUR FIBRE OPTIQUE (ex Monteur raccordeur FTTH)	TRAVAUX PUBLICS	N.II-P2 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
092-2014 03 20	TECHNICIEN PROTECTION RISQUES NATURELS (ex Ouvrier de protection des risques naturels- N.II.P.2)	TRAVAUX PUBLICS	N.IV CCN OUVRIERS	JUIN 2029
093-2014 10 07	COMPAGNON PROFESSIONNEL EN PIERRE SECHE	BATIMENT	N.III-P2 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
095-2015 10 06	CHEF DE PROJET ETUDES	BTP	N.G CCN ETAM	DECEMBRE 2026
096-2015 12 16	OPERATEUR EN DESAMIANPAGE	BATIMENT	N.II CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
098-2015 12 16	PILOTE DE MACHINE A COFFRAGE GLISSANT	TRAVAUX PUBLICS	N.III- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
099-2016 02 16	INSTALLATEUR DE PORTES, PORTAILS ET PORTES AUTOMATIQUES PIETONNES	BATIMENT	N.III P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2029
100-2017 03 23	SERRURIER DE VILLE	BATIMENT	N.II- CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2029
103-2017 07 04	FORMER OCCASIONNELLEMENT DANS SON ENTREPRISE (Ex. formateur occasionnel en entreprise)	BTP	Non concerné	Non concerné
104-2017 07 04	CONDUCTEUR DE RABOTEUSE	TRAVAUX PUBLICS	N.II-P2 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
105-2018 03 06	MONTEUR EN ENVELOPPE DE CHAMBRES FROIDES ET DE SALLES PROPRES	BATIMENT	N.II- CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2025
111-2019 01 15	CHEF D'EQUIPE CONSTRUCTEUR BETON ARME	BATIMENT	N.IV P1- CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2025
112-2019 03 21	MAINTENEUR DE PORTES, PORTAILS ET PORTES AUTOMATIQUES PIETONNES	BATIMENT	N.III P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2029
113-2019 03 21	INSTALLATEUR DE STORES ET VOILETS	BATIMENT	N.III P1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2029
116-2020 01 22	PROJETEUR DE POLYURETHANE DANS LE BATIMENT	BATIMENT	N.II- CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2025
117-2021 09 13	AGENT D'ETUDES EN SIGNALISATION FERROVIAIRE	TRAVAUX PUBLICS	N. E CCN ETAM	DECEMBRE 2025
118-2021 10 05	RACCORDEUR ABONNE FIBRE OPTIQUE	TRAVAUX PUBLICS	N.II P2 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2025
119-2021 10 05	COUVREUR LAUZIER CALCAIRE	BATIMENT	N.II- CCN OUVRIERS	AVRIL 2029
120-2021 10 05	COUVREUR LAUZIER SCHISTE	BATIMENT	N.II- CCN OUVRIERS	AVRIL 2029
121-2021 12 21	POSEUR DE SIGNALISATION TEMPORORAIRE SUR ROUTE A CHAUSSEES SEPARÉES	TRAVAUX PUBLICS	N.II- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
122-2021 12 21	CHEF POSEUR DE SIGNALISATION TEMPORORAIRE SUR ROUTE A CHAUSSEES SEPARÉES	TRAVAUX PUBLICS	N.III- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
123-2005 12 20 (ex 053-2005 12 20)	APPLICATEUR DE REVÊTEMENTS ROUTIERS EN ENDUITS SUPERFICIELS	TRAVAUX PUBLICS	N.II- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
124-2005 12 20 (ex 053-2005 12 20)	APPLICATEUR DE REVÊTEMENTS ROUTIERS EN ENROBES	TRAVAUX PUBLICS	N.II- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
125-2007 11 29 (ex 068-2007 11 29)	APPLICATEUR URBAIN EN PRESTATIONS DE SIGNALISATION ROUTIERE HORIZONTALE	TRAVAUX PUBLICS	N.II- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
126-2007 11 29 (ex 068-2007 11 29)	APPLICATEUR ROUTIER/ AUTOROUTIER EN PRESTATIONS DE SIGNALISATION ROUTIERE HORIZONTALE	TRAVAUX PUBLICS	N.II- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
127-2007 11 29 (ex 069-2007 11 29)	CHEF APPLICATEUR URBAIN EN PRESTATIONS DE SIGNALISATION ROUTIERE HORIZONTALE	TRAVAUX PUBLICS	N.III- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
128-2007 11 29 (ex 069-2007 11 29)	CHEF APPLICATEUR ROUTIER/ AUTOROUTIER EN PRESTATIONS DE SIGNALISATION ROUTIERE HORIZONTALE	TRAVAUX PUBLICS	N.III- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
129-2021 12 21	CHEF D'EQUIPE CHAPISTE	BATIMENT	N.IV P1- CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026
130-2022 01 25	POSER DES VOIES FERRÉES DE TYPE BÉTON	TRAVAUX PUBLICS	N. II - P1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2026

**Marché public de travaux pour la réhabilitation de la mairie et la reconstruction de la salle des fêtes de Preux-au-Sart –
Règlement de consultation**

131-2022 12 21	INTERVENIR SUR UN CHANTIER DE CONSTRUCTION EN PIERRE SECHE	BTP	Non concerné	DECEMBRE 2027
132-2023 03 30	OPERATEUR EN REHABILITATION SANS TRANCHEE DE CANALISATION	TRAVAUX PUBLICS	N. II - P2 CCN OUVRIERS	MARS 2028
133-2002 09 24	TRAVAILLER SUR CORDES - NIVEAU INITIAL (ex cordiste)	BTP	N. II CCN OUVRIERS DU BÂTIMENT N. II - P 1 CCN OUVRIERS DES TP	JUILLET 2028
134-2002 09 24	TRAVAILLER SUR CORDES - NIVEAU CONFIRME (ex technicien cordiste)	BTP	N. III - P.1 CCN OUVRIERS DU BÂTIMENT N. III - P.1 CCN OUVRIERS DES TP	JUILLET 2028
135-2023 07 10	SUPERVISER LES TRAVAUX SUR CORDES SUR SITE	BTP	N. F CCN ETAM du Bâtiment et CCN ETAM des Travaux Publics	JUILLET 2028
136-2014 12 04	CHEF DE CHANTIER DU BATIMENT	BATIMENT	N.E CCN ETAM	JUILLET 2028
137-2018 10 18	CHEF D'ATELIER DU BATIMENT	BATIMENT	N.E CCN ETAM	JUILLET 2028
138-2017 03 23	ORGANISER LES TRAVAUX SUR CORDES (ex 102-2017 03 23)	BTP	N. B CCN cadres du Bâtiment et CCN cadres des Travaux Publics	JUILLET 2028
139-2010 12 15	BATTEUR DE PROFILS METALLIQUES	TRAVAUX PUBLICS	N.II-P1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2028
140-2018 10 18	DESSINATEUR CONCEPTEUR EN METALLERIE	BATIMENT	N.E CCN ETAM	DECEMBRE 2028
141-2018 12 19	RESPONSABLE D'EQUIPE DE BATTAGE	TRAVAUX PUBLICS	N.III- P.2 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2028
142-2018 12 19	POSEUR DE DISPOSITIFS DE RETENUE ROUTIERS	TRAVAUX PUBLICS	N.II-P1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2028
143-2018 12 19	CHEF POSEUR DE DISPOSITIFS DE RETENUE ROUTIERS	TRAVAUX PUBLICS	N.III- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2028
144-2023 12 12	POSEUR DE SIGNALISATION TEMPORAIRE SUR ROUTES BIDIRECTIONNELLES ET VOIRIES URBAINES	TRAVAUX PUBLICS	N.II- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2028
145-2023 12 12	CHEF POSEUR DE SIGNALISATION TEMPORAIRE SUR ROUTES BIDIRECTIONNELLES ET VOIRIES URBAINES	TRAVAUX PUBLICS	N.III- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2028
146-2023 12 12	POELIER-CONSTRUCTEUR MAINTENEUR DE POELE MACONNE ARTISANAL	BATIMENT	N. III - P2 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2028
147-2023 12 12	ASSISTANT-FOREUR EN GEOTHERMIE DE SURFACE ET FORAGE D'EAU	TRAVAUX PUBLICS	N.II- P.1 CCN OUVRIERS	DECEMBRE 2028
148-2024 06 17	ACCOMPAGNER L'ALTERNANT EN ENTREPRISE	BATIMENT	Non concerné	JUIN 2029
149-2024 09 27	REPARATEUR D'OUVRAGES D'ART EN BETON ET EN MACONNERIE	TRAVAUX PUBLICS	N.II- P.2 CCN OUVRIERS	SEPTEMBRE 2029
150-2024 09 27	PILOTER UNE AFFAIRE DU BATIMENT	BATIMENT	Non concerné	SEPTEMBRE 2029

--

Fin du document en page 20